

Contribution de l'AFORST à la consultation publique de l'ARCEP relative au projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors de zones très denses.

Le 13 juillet 2010 à Paris

L'AFORST souhaite remercier l'ARCEP de lui offrir la possibilité de se prononcer sur son projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses¹.

L'AFORST laisse le soin à ses membres de commenter en leur nom propre le document objet de la présente consultation mais souhaite porter à l'attention de l'Autorité un certain nombre de remarques préalables à l'adoption du texte final.

Le déploiement des réseaux à très haut débit en fibre optique dans les zones moins denses du territoire constitue un enjeu économique majeur pour le développement durable et équitable de la société de l'information, pour l'attractivité des territoires, la compétitivité des entreprises françaises et la dynamique concurrentielle du marché des communications électroniques. C'est pourquoi l'AFORST souscrit pleinement aux ambitions légitimes d'une couverture en très haut débit du territoire. Néanmoins, ces objectifs ne doivent pas occulter la nécessité de la mise en place d'une concurrence saine et loyale dans des conditions équitables dont l'ensemble du territoire doit bénéficier.

En dehors des zones très denses, l'AFORST a toujours indiqué que l'instauration d'une concurrence par les infrastructures n'était pas économiquement envisageable. En effet, les contraintes liées aux zones de faible densité accroissent le coût des déploiements et induisent donc la nécessité d'une mutualisation accrue des infrastructures. L'Autorité souligne justement cette nécessité mais omet malheureusement de préciser les caractéristiques nécessaires à l'ouverture du réseau et les modalités pour que la mutualisation s'impose à tous les acteurs, à défaut d'être obligatoire.

L'AFORST est très favorable au principe de la mutualisation et considère qu'une infrastructure ouverte et unique doit permettre le développement d'une concurrence par les services au bénéfice des consommateurs quelle que soit la part de marché des opérateurs.

¹ Décision n° 2009-1106 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 22 décembre 2009 précisant, en application des articles L. 34-8 et L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques, les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée.

Elle souligne à nouveau que le déploiement de la fibre optique par l'opérateur historique n'est pas la construction d'un nouveau réseau ex nihilo, mais constitue une simple opération de renouvellement technologique utilisant les infrastructures de génie civil existantes pour un même marché, celui du haut et du très haut débit, où les clients migreront naturellement d'une technologie à l'autre.

L'AFORST considère donc que le déploiement de la fibre dans les zones moins denses ne doit pas être appréhendé comme la mise en place d'un nouveau réseau mais comme la continuité et l'évolution naturelle du réseau existant, et que les obligations réglementaires, fondées classiquement sur les analyses de marché, qui s'y attachent doivent tenir compte de cette situation. A cet égard, on notera que le marché 4 de la recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents est défini de façon à couvrir la boucle locale fixe quelles que soient les technologies employées.

En outre, le coût de remplacement de la paire de cuivre par la fibre doit être supporté par France Télécom à hauteur des fonds reçus pour cela. En effet, au travers de l'amortissement économique destiné au renouvellement des réseaux de collecte et d'accès, les opérateurs alternatifs participent au financement du maintien et de la modernisation du réseau, à des niveaux très supérieurs aux sommes qui y ont été consacrées ces dernières années. Ainsi, compte tenu de la participation continue des opérateurs alternatifs à ce financement, non utilisé jusqu'à présent par France Télécom, il est impératif que les opérateurs alternatifs puissent continuer à accéder de façon ouverte et non discriminatoire au réseau de fibre de France Télécom ainsi modernisé, à travers une échelle des investissements adaptée de celle qui a fait le succès du haut débit et que la Commission Européenne recommande de mettre en place.

A l'inverse, il serait extrêmement dommageable à la concurrence et donc aux consommateurs de laisser France Télécom construire dans les zones couvertes par cette consultation un réseau de boucles locales optiques fermé. L'opérateur historique dispose par ses activités « fixes » en France de moyens très supérieurs à ceux de ses concurrents (« free cash flows » 10 fois supérieurs à ceux de l'ensemble de ses concurrents – source IDATE pour l'AFORST). Il a donc les moyens de déployer seul un réseau de fibres, dont l'existence enlèvera toute perspective de rentabilité à un projet ultérieur de boucles locales en fibre dans la même zone. France Télécom ayant déjà commencé à déployer un tel réseau et en complément des raisons économiques présentées ci-dessus, il est vital de s'assurer sans délai de son ouverture aux autres opérateurs, pour permettre à ces zones de disposer du très haut débit en concurrence.

Par ailleurs, l'AFORST accueille favorablement la proposition faite par l'Autorité d'une offre initiale du co-investissement. Cette dernière devra toutefois être associée au déploiement d'une infrastructure mutualisée permettant la cession d'IRU, le dégroupage passif, le bitstream et des offres d'accès a posteriori qui sont notamment préconisées par l'Autorité dans son projet de décision. Il s'agit ici de s'assurer que tous les réseaux de nouvelle génération déployés hors des zones très denses par les opérateurs seront ouverts aux autres opérateurs quelle que soit leur capacité d'investissement (« échelle des investissements »).

Ainsi, le co-investissement doit être considéré comme un « barreau » additionnel de l'échelle des investissements, et ne doit pas dispenser l'opérateur historique d'offrir l'ensemble des autres opportunités d'investissement et le conduire à se soustraire aux obligations réglementaires correspondantes. L'AFORST souligne notamment l'avantage compétitif qu'autorise le régulateur pour France Telecom à utiliser ses NRA en NRO. A minima, il convient que tous les opérateurs et notamment ceux qui ont dégroupé le NRA puisse également disposer de ces mêmes opportunités. D'autre part, si l'offre de cofinancement de la collecte doit être une obligation, la

collecte devrait être, dans la pratique offerte au NRA (en supposant qu'à défaut de considérer que FT aura une part de marché des déploiements très élevées, la topologie du réseau de fourreaux devrait y pousser).

L'introduction du nouveau barreau proposé par le biais du co-investissement ne doit en aucun cas s'accompagner d'une « *vacance réglementaire* » concernant les autres formes d'accès au réseau.

L'ingénierie mise en place devra être neutre d'un point de vue technologique et s'assurer que chaque opérateur puisse s'insérer dans le dispositif au niveau qu'il souhaite et non uniquement au niveau décidé par l'opérateur historique. Ainsi, un déploiement en PON qui ne permettrait aux opérateurs alternatifs d'avoir uniquement accès à une forme de service de capacité serait contraire au jeu de la concurrence et ralentirait la couverture des zones moins denses du territoire national.

D'autre part, le financement de spécificités liées à un choix technologique d'un acteur devra être supporté par le ou les bénéficiaires et non l'ensemble des acteurs, comme cela est appliqué dans les principes de cofinancement des verticales.

Enfin, il importe que nos concitoyens aient non seulement accès au très haut débit mais bénéficient en même temps d'une concurrence des offres très haut débit. En effet, comme le montre l'histoire du haut débit en France, seule la concurrence apporte innovation, performances élevées et prix bas. C'est pourquoi une régulation asymétrique forte et ciblée de la boucle locale fixe de France Télécom, y compris en fibre optique, est nécessaire et vitale pour le développement des réseaux de nouvelle génération. La mise à jour de l'analyse du marché de la boucle locale fixe doit être menée en parallèle des réflexions sur la mutualisation des investissements.

France Télécom ne peut être appréhendé comme un investisseur classique au regard de son statut d'opérateur historique, détenteur de l'infrastructure essentielle que constituent les réseaux d'accès et de collecte. Il paraît donc primordial d'adapter la réglementation à cet état de fait en mettant en place une échelle des investissements équivalente à celle qui prévaut pour le haut débit à laquelle il convient d'ajouter les barreaux du co-investissement actif et passif.